

177	UTBM Service communication	Mâcon Infos	13 septembre 2016
		Entreprises	région - Alstom - économie - industrie - Belfort - BFC - M.G. Dufay

Communiqué :

Marie-Guite Dufay, présidente de la région Bourgogne-Franche-Comté, s'est rendue ce lundi matin sur le site Alstom de Belfort où elle a pu échanger avec la direction, puis avec les représentants du personnel. La présidente de région était accompagnée d'une délégation d'élus régionaux et locaux principalement issus du territoire de Belfort et de l'aire urbaine du Nord Franche-Comté (dont Christine Bouquin, présidente du conseil départemental du Doubs, Martial Bourquin, sénateur du Doubs, Frédéric Barbier, député du Doubs et Maude Clavequin, vice-présidente de la région), mais aussi de Bourgogne (dont Jean-Claude Lagrange, vice-président de la région chargé du développement économique, Michel Neugnot, vice-président de la région en charge des transports, et Jérôme Durain, sénateur de Saône-et-Loire et conseiller régional).

Elle est venue témoigner la solidarité de tout le territoire avec les salariés et les assurer de sa détermination à mettre tout en œuvre pour sauver le site Alstom de Belfort.

Ce lundi après-midi, la présidente de région a rencontré à Paris le secrétaire d'Etat à l'industrie, Christophe Sirugue, auprès duquel elle a fait valoir les intérêts du territoire et la nécessité d'engager, de toute urgence, une véritable négociation entre le groupe Alstom et l'Etat, non seulement en tant que premier actionnaire du groupe, mais aussi et surtout en tant que pilote de la politique industrielle nationale et donc de la stratégie ferroviaire nationale. Elle a également rappelé que la région a pris ses responsabilités en commandant plus de 100 millions d'euros de trains régionaux au groupe Alstom.

Pour Marie-Guite Dufay, cette négociation doit porter sur quatre points :

- La stratégie nationale de développement du fret ferroviaire, car elle est déterminante pour la commande publique et le plan de charge du site de Belfort dont la moitié des capacités est consacrée à la production de locomotives. Elle constitue par ailleurs une priorité en matière de transition écologique au sortir de la COP 21.
- L'ancrage territorial du TGV du futur, qui vient de faire l'objet d'un partenariat d'innovation entre SNCF et le groupe Alstom, et qui doit absolument s'appuyer non seulement sur les compétences et le savoir-faire du site historique de Belfort, berceau du TGV, mais aussi sur l'écosystème de formation, de recherche et d'innovation. Un éco-système qui s'est mis en place sur le territoire, en lien notamment avec l'université technologique de Belfort-Montbéliard (UTBM) et le laboratoire FEMTO-ST (Franche-Comté électronique mécanique thermique et optique – sciences et technologies) avec le concours de la région et des autres collectivités locales. Plus d'une centaine de sous-traitants contribuent aujourd'hui à cet écosystème.
- L'appui à la conquête de nouveaux marchés mondiaux, qui doivent permettre d'exporter les productions du territoire dans le monde entier, sur des segments de plus en plus compétitifs et de plus en plus exigeants, au moment où les besoins de mobilité n'ont jamais été aussi importants.
- La stratégie de localisation de la production du groupe, qui doit permettre de faire prévaloir une logique industrielle et territoriale sur une logique purement financière.

Christophe Sirugue s'est montré particulièrement à l'écoute des élus locaux et a rappelé l'opposition la plus totale du président de la République et du Gouvernement à la fermeture d'Alstom à Belfort.

Il appelle l'ensemble des acteurs de la filière ferroviaire à contribuer à un projet industriel ambitieux permettant le maintien du site, en explorant toutes les solutions liées notamment à sa diversification et à la commande publique.

Marie-Guite Dufay rencontrera mardi 13 septembre, Henri Poupart-Lafarge, PDG du groupe Alstom avec une délégation d'élus du territoire de Belfort.